



## ÉTUDE DE CAS

### RWANDA

#### VIGOUREUSE CROISSANCE ET BONS RÉSULTATS INDUSTRIELS

La croissance du Rwanda au cours de la période 2008-2012 a dépassé toutes les attentes, avec un taux moyen de croissance du PIB réel de 8,1% par an, ce qui correspondait à un taux moyen de croissance du PIB par habitant de 5% par an. C'est la construction qui est le plus grand sous-secteur industriel, représentant 7% du PIB total soit 52% de la production industrielle en 2010, contre 41% en 2002. Le secteur manufacturier représente 43% de la production industrielle et également 7% du PIB total, dominé par les industries alimentaires ainsi que les industries des boissons et du tabac.

Toutefois, le secteur industriel au Rwanda est toujours de petite taille, avec 4752 entreprises, essentiellement des petites entreprises effectuant la transformation des produits de base, ajoutant de la valeur aux produits primaires du pays et ne contribuant que pour 15% au PIB en 2010. La catégorisation basée sur l'emploi indique que 93,2% sont des microentreprises, 3,9% des petites entreprises, 2,2% des moyennes entreprises et 1% des grandes entreprises. À l'heure actuelle, le secteur industriel n'emploie que 4% de la main-d'œuvre, ce taux devant passer à 26% en 2020, le nombre de personnes employées atteignant 1,4 million et il sera fait en sorte que les entreprises rwandaises soient compétitives à l'échelle régionale et au-delà.

#### LIER LA POLITIQUE INDUSTRIELLE AUX PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

Les stratégies d'industrialisation du Rwanda sont récentes, la première stratégie ayant été mise en place en 2006 et la deuxième en 2011 pour mise en œuvre jusqu'en 2015. Ces stratégies reposent sur des objectifs fixés dans le document sur la Vision 2020, qui vise à transformer le Rwanda en pays à revenu intermédiaire ayant un revenu par habitant de plus de 1 000 dollars des États-Unis d'ici à 2020. Le gouvernement est également guidé par la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (EDPRS 2, 2013-2018) (à moyen terme). Cette dernière vise entre autres à réaliser un taux annuel de croissance du PIB de 11,5%, la stratégie d'industrialisation constituant le fer de lance de la réalisation des objectifs fixés. On compte pour ce

faire accroître l'emploi non agricole, développer les entreprises, les compétences techniques au sein de la main-d'œuvre rwandaise, soutenir les sous-secteurs thématiques à valeur ajoutée visés et renforcer le secteur financier. À cet égard, le Ministère du commerce et de l'industrie a élaboré un certain nombre de politiques et de stratégies clefs tendant à améliorer le climat des affaires et à consolider les efforts pour développer le secteur industriel. Il y a notamment la Politique de développement des PME (2010), la Politique commerciale (2010) et la Politique de la concurrence (2010).

#### COORDINATION INSTITUTIONNELLE DE HAUT NIVEAU POUR L'INDUSTRIALISATION

La stratégie de développement industriel actuel du Rwanda a été mise au point par le biais d'un processus de consultation englobant l'ensemble des parties prenantes, le Ministère du commerce et de l'industrie étant l'institution chargée du contrôle de la politique stratégique. La politique industrielle du Rwanda comporte trois priorités. La première consiste à augmenter la production intérieure pour la consommation locale ; la deuxième tend à améliorer la compétitivité des exportations et la troisième à créer un environnement favorable pour l'industrialisation du Rwanda. Afin de revitaliser le secteur industriel, le gouvernement a mis en place le Conseil du développement du Rwanda en 2008 pour donner aux exportateurs les informations sur le commerce et le marché en vue de stimuler le commerce d'exportation. Ce conseil sert aussi de guichet unique pour les investisseurs et a considérablement réduit le coût de l'activité économique, ce qui a fait du pays l'économie la plus réformée de la région.

Le gouvernement fournit également un appui à la Fédération du secteur privé du Rwanda afin qu'elle fortifie les entreprises privées, renforce les capacités humaines au service du secteur privé, facilite l'intervention des sources de financement durable en faveur des entreprises et serve de centre pour l'arbitrage des différends économiques. La bonne gouvernance et la tolérance zéro à l'égard de la corruption ont donné au Rwanda une longueur d'avance. En raison des réformes tendant à faciliter l'activité économique, notamment la tolérance zéro à l'égard de la corruption, le Rwanda se classe maintenant deuxième pour la facilité de l'activité économique en Afrique après Maurice. À l'échelle mondiale, le rapport annuel de la Banque mondiale, qui évalue les résultats pays par pays dans la facilité de l'activité économique montre que le Rwanda a gagné 22 places, pour passer trente-deuxième sur 189 pays.

Compte tenu de l'importance de consultations entre le gouvernement et le secteur privé en ce qui concerne le développement du secteur industriel, le Rwanda a également mis en place le Conseil de haut niveau pour l'industrie, le Conseil du développement industriel et des exportations (IDEC), composé des ministères et organismes compétents et dirigé par le Ministère du commerce, le Conseil du développement du Rwanda en assurant le secrétariat. L'IDEC fournit des mécanismes pour l'interaction des parties prenantes et l'échange de vues sur les questions de développement industriel. Chaque année, il examine la mise en œuvre de la politique industrielle lors d'une retraite des cadres dirigeants au cours de laquelle les décisions importantes sont prises. Il fait rapport au Premier Ministre, qui à son tour soumet les questions urgentes découlant du secteur industriel au Conseil des ministres présidé par le Président du Rwanda.

## **QUELQUES OBSTACLES AUX EFFORTS D'INDUSTRIALISATION DU PAYS**

Les principaux obstacles à un fonctionnement efficace de la politique industrielle se dressent dans les domaines de l'infrastructure, du financement et de la mise en valeur du capital humain. D'autres contraintes sont le manque de travaux de recherche, de transfert de technologie et d'innovation pour les industries, le coût élevé de l'activité économique le coût élevé des matières premières et la difficulté à avoir accès aux marchés. Outre les minéraux, le thé et le café, le Rwanda dispose d'un certain nombre d'exportations d'importance bien moindre – horticulture, pyrèthre, cuirs et peaux et artisanat. Cependant, ces exportations ont fait preuve d'une grande volatilité ces dernières années, en particulier par suite de la crise économique mondiale.